

Sommes-nous entrés dans l'ère de la « géoéconomie » ?

Selon plusieurs chercheurs, le néolibéralisme a fait place à un ordre « géoéconomique » où l'économie est mise au service de la volonté de domination des États. Cette vision permet de comprendre certaines évolutions de notre époque, malgré quelques raccourcis.

[Romaric Godin](#)

22 mai 2025 à 13h24

Les premiers mois de la présidence Trump ont rendu la chose évidente : l'ordre économique mondial n'est plus le même que dans les années 2010. Une forme de changement de logique global semble être à l'œuvre, où la première puissance mondiale est prête à mettre en péril sa croissance, ses alliances traditionnelles et ses dépendances afin de garantir son hégémonie géopolitique.

Cette nouvelle logique a un nom, qui devient peu à peu le concept à la mode, celui de « géoéconomie ». C'est un éditorial du *Financial Times* du 9 mai, titré « Bienvenue dans le nouvel âge de la géoéconomie », qui a popularisé l'idée, mais cette dernière était en circulation dans les cercles académiques depuis plusieurs mois, au point que le Fonds monétaire international (FMI) a mis en place dès 2023 un concept de « fragmentation géoéconomique ».

Le terme de « géoéconomie » a été forgé dans les années 1990 par le stratéiste états-unien Edward Luttwak et développé ensuite par le Français Pascal Lorot. L'idée est alors d'étudier l'utilisation par les États des armes économiques et commerciales, en lieu et place des moyens diplomatiques et militaires, comme en géopolitique. Mais au milieu des années 2020, ce concept est élargi pour décrire un nouveau fonctionnement de l'ordre mondial.

Pour comprendre de quoi il s'agit, il faut revenir un peu en arrière. Jusqu'à la fin des années 2010, l'ordre dominant est le néolibéralisme, qui, comme le précise l'économiste brésilien Alfredo Saad-Filho, n'est pas un courant de pensée, mais un « *mode de gestion du capitalisme* » visant à redresser le taux de profit affaibli par la crise du mode de gestion précédent, le fordisme.

Dans le néolibéralisme, l'État ne disparaît pas, il ne s'affaiblit pas non plus. Il change de rôle et de nature. Sa partie redistributrice (sa « main gauche ») s'affaiblit au profit de sa partie disciplinaire (sa « main droite »). Cette partie disciplinaire, qui prend la forme des « réformes structurelles », tend à garantir l'existence et le fonctionnement d'un ordre économique fondé sur des marchés transnationaux, tant de biens que de services financiers.



Donald Trump lors des annonces sur les tarifs douaniers à la Maison-Blanche, à Washington, le 2 avril 2025. © Photo Yuri Gripas / Abaca

Autrement dit, les États agissent, dans le néolibéralisme, pour quelque chose qui les dépasse : l'économie internationale régie, du moins en théorie, par les grandes lois néoclassiques. Les exigences économiques sont alors utilisées pour justifier les politiques nationales, tandis que l'ordre international est, de son côté, géré par des grandes organisations internationales œuvrant au bon fonctionnement de l'économie et du commerce.

Chacun sait combien l'époque néolibérale a donné lieu à une forme de fatalisme et d'impuissance incarnée dans le fameux TINA de Margaret Thatcher, pour « *There is no alternative* » (« Il n'y a pas d'alternative »). Cette absence d'alternative s'expliquait par l'interdépendance des États et leur soumission aux lois perçues comme quasi métaphysiques de l'économie.

L'alternative au néolibéralisme ?

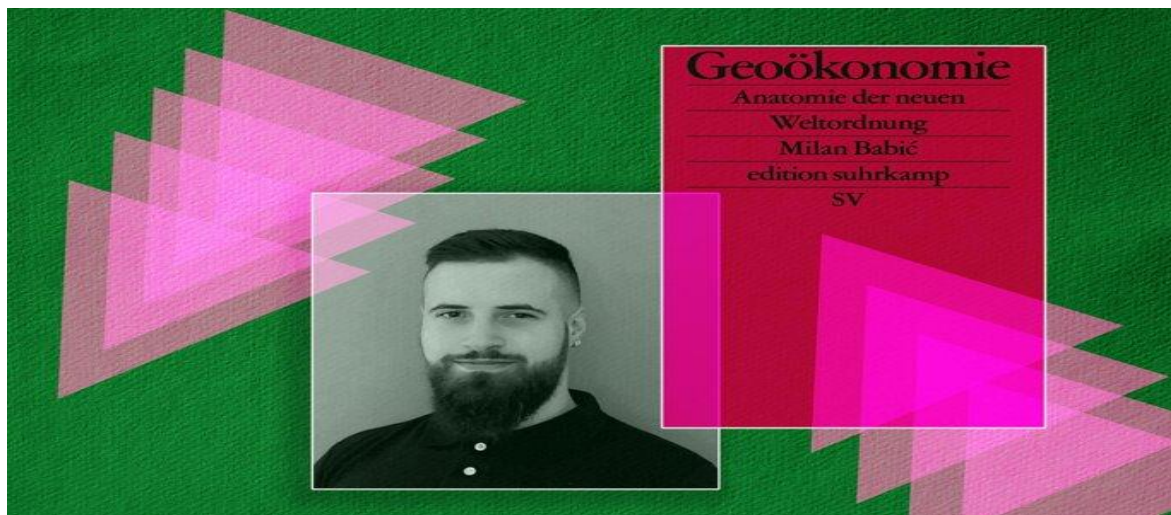
Après la crise de 2008, cette logique s'étiole. L'affaiblissement de la croissance et la multiplication des chocs, de la crise de la dette à la crise sanitaire, rendent la logique néolibérale de plus en plus caduque. Progressivement, l'État sort de cette logique en aidant directement ses entreprises, en soutenant les marchés financiers par les banques centrales ou en nouant des liens économiques privilégiés avec d'autres pays sur des bases politiques. C'est de cette évolution qu'est née une nouvelle logique, celle de la géoéconomie.

L'éditorialiste du *Financial Times*, Gilian Tett, estime qu'il s'agit d'un changement vers un monde où « *l'économie a pris la seconde place au profit du jeu politique* ». En d'autres termes, les États désormais ne seraient plus soumis à la logique économique, ils utiliseraient

l'économie comme un moyen pour parvenir au maintien ou à l'établissement de leur puissance.

Le cœur de l'enjeu serait donc la rivalité sino-états-unienne, mais implique aussi des stratégies d'autonomisation d'autres régions ou États, comme l'Inde, l'Union européenne ou la Russie, par exemple. Comme le souligne [une étude de trois chercheurs de l'université Stanford](#) publiée en janvier, les *hegemon*, c'est-à-dire les grandes puissances, « *exercent leur pouvoir sur des entreprises et des gouvernements dans leur réseau économique en leur demandant de prendre des actions coûteuses pour manipuler l'équilibre économique en faveur du hegemon* ». C'est exactement ce que fait Donald Trump lorsqu'il commence par cibler son action sur ses alliés afin de renforcer l'emprise des États-Unis sur ses derniers, dans une logique de domination unilatérale.

Un des chercheurs qui est allé le plus loin dans la théorisation du remplacement du néolibéralisme par la géoéconomie est l'Allemand Milan Babić, chercheur en science politique à l'université d'Amsterdam. Au début du mois de mai, il a publié un ouvrage présentant cette thèse : *Geoökonomie : Anatomie der neuen Weltordnung* (« Géoéconomie : anatomie d'un nouvel ordre mondial », Suhrkamp Verlag, Berlin, non traduit).



Milan Babić et son livre « Géoéconomie. Anatomie d'un nouvel ordre mondial », Suhrkamp Verlag, Berlin, non traduit. © Mediapart avec Suhrkamp

Sa position est un peu différente de celle présentée ci-dessus et dominante dans le monde anglo-saxon. Pour lui, la géoéconomie ne suppose pas, comme l'affirme Gilian Tett, un simple retour au cadre national pour les politiques économiques. Nous n'assistons pas à un simple retour cyclique de l'État après une phase de mondialisation. La mondialisation des chaînes de valeur est encore une réalité.

Ce qui change, pour Milan Babić, c'est « *la nature des interdépendances économiques* ». Désormais, les États acceptent que la mondialisation crée des gagnants et des perdants, et l'enjeu sera d'être dans le camp des gagnants.

Il est donc essentiel de saisir, comme le dit Milan Babić, que la « *mondialisation est la condition d'un ordre géoéconomique* ». Autrement dit, l'histoire n'est pas cyclique, elle avance en modifiant les conditions existantes. La géoéconomie dépasse le néolibéralisme, mais elle en est aussi le produit. « *Sans les infrastructures, les liens commerciaux et d'investissement et les organisations qui ont été créées dans les années 1990 et 2000, il ne pourrait pas y avoir d'instrumentalisation des interdépendances* », résume l'auteur.

L'ordre géoéconomique est donc le produit du néolibéralisme et de ses échecs. Et s'il se définit bien par l'intégration des politiques économiques dans les priorités « sécuritaires et géostratégiques » des États, ces derniers doivent encore prendre en compte d'autres acteurs, parfois plus puissants qu'eux, les multinationales, qui deviennent parties prenantes de ce jeu de pouvoir politique. Comme le remarque Milan Babić, la construction de la domination géoéconomique est un processus en cours qui est encore « *contradictoire et fragmenté* ».

Mais il y a un cadre global. Désormais, les États n'entendent plus aveuglément se soumettre à une logique économique. Ils entendent bien davantage construire une économie au service de leurs intérêts.

Les trois piliers de l'ordre géoéconomique

Quelles sont les formes concrètes de ce nouvel ordre géoéconomique ? Milan Babić présente trois évolutions centrales : l'utilisation stratégique (*Strategisierung*) des interdépendances économiques, la fragmentation et la régionalisation de l'ordre international, et la transformation du pouvoir étatique.

La première de ces évolutions résulte du constat d'échec de [la théorie ricardienne des avantages comparatifs](#) dans le commerce international. Contrairement à ce que prétendait l'économiste britannique, le commerce ne fait pas que des gagnants. Dès lors, les États les plus puissants refusent, au nom de leur sécurité et de leur puissance, d'être les perdants de ces échanges et de prendre à leur charge les inconvénients de l'ouverture des marchés.

Un de ces inconvénients principaux, et qui est devenu clair avec la crise sanitaire, est celui de la dépendance dans certains secteurs. Cette dépendance est devenue un problème de sécurité nationale et est désormais traitée en tant que telle. Cela conduit à ce que Milan Babić appelle une « *sécurisation de la politique économique et une économisation de la sécurité* ».

Autrement dit, les choix de dépendance économique ne peuvent plus être pris indépendamment des enjeux stratégiques.

Lorsque l'on est un *hegemon* majeur comme les États-Unis, cette évolution peut conduire, comme le fait Donald Trump, à une volonté poussée d'intégration de son étranger proche comme le Canada, à une maîtrise des voies maritimes menant aux principaux ports du pays, par l'annexion du Groenland et du canal de Panamá, et même à une volonté de discipliner des alliés jugés insuffisamment soumis comme l'Union européenne, le Japon ou le Mexique.



Le président chinois Xi Jinping sur la une d'un journal à propos du troisième plénum, une réunion économique clé à Pékin en juillet 2024. © Photo Greg Baker / AFP

Plus globalement, on remarque que, désormais, les États prennent des mesures de contrôle des investissements et définissent des secteurs stratégiques qui doivent exclure des puissances étrangères. L'économie devient un aspect de la sécurité nationale et c'est d'ailleurs, selon Milan Babić, un des aspects nouveaux des sanctions contre la Russie, notamment l'exclusion de ce pays du système de paiement interbancaire Swift. Les transactions financières ne peuvent plus être considérées comme « neutres » politiquement : elles sont un enjeu stratégique.

Cette première modification conduit à une deuxième : il faut sécuriser ses dépendances en créant des zones d'influence sûres dans lesquelles les puissances pourront trouver des marchés et des ressources nécessaires à leur puissance. C'est cette régionalisation des chaînes d'approvisionnement que le FMI traque avec son indice de « fragmentation géoéconomique ».

On pense bien sûr aux « nouvelles routes de la soie » chinoises qui créent un réseau de dépendances économiques stratégiques à travers une politique d'infrastructures et de dettes,

mais aussi aux États-Unis qui, sous Joe Biden, ont favorisé le *friendshoring*, autrement dit l'accès à la production mexicaine plutôt que chinoise. On a également vu comment la Russie avait redéployé vers la Chine sa dépendance après les sanctions occidentales suivant son invasion de l'Ukraine, intégrant la zone d'influence chinoise.

Tout cela se fait sous l'égide d'un État profondément transformé qui ne renie pas un contrôle direct dans les choix économiques pour parvenir à son objectif de sécurité nationale. Cela passe par un renouveau de l'interventionnisme sous la forme du protectionnisme, de la régulation et de la politique industrielle. Pour Milan Babić, même l'enjeu climatique devient alors une arme de puissance et d'influence, comme le montre la Chine qui, en quelques années, grâce aux investissements étatiques, est devenue le leader des industries « vertes », mettant une pression stratégique sur les autres États.

Comme le souligne Milan Babić, l'État géoéconomique a beau être plus interventionniste, il n'est pas pour autant plus progressiste. Loin de là même, pourrait-on dire, puisque cet État est construit sur une priorité sécuritaire qui se satisfait assez peu des contraintes démocratiques. Aussi pourrait-on voir dans l'émergence de l'extrême droite la traduction politique de cette nouvelle réalité géoéconomique, avec son obsession des « ennemis de l'intérieur » et de la « puissance économique ».

Cette notion de géoéconomie est-elle utile ? Elle a ce mérite de constater la fin du néolibéralisme comme paradigme dominant du capitalisme contemporain. Elle décrit assez bien une grande partie des évolutions récentes, notamment le retour des rivalités directes entre grandes puissances et la place centrale que prend l'économie dans celles-ci.

La vision développée par Milan Babić a ceci d'intéressant qu'elle permet de comprendre l'ordre géoéconomique comme le dépassement d'un néolibéralisme devenu intenable. Cela tranche avec la naïve nostalgie des études du FMI qui ne cessent de répéter que la mondialisation a été favorable pour tous, alors même qu'elle a mené au chaos actuel. Comprendre cela permet de saisir un phénomène important de notre époque : la progressive conversion des néolibéraux à l'ancienne à certaines formes de géoéconomie, c'est-à-dire, politiquement, le rapprochement entre la droite et l'extrême droite sur le fond.

Les problèmes de la géoéconomie

Reste que cette vision pose quelques problèmes. L'idée d'un retournement des priorités entre la question stratégique et l'enjeu économique est trompeuse. Milan Babić explique ainsi que pour les États, la croissance n'est plus un objectif en soi, mais n'est plus qu'un simple moyen de la puissance. Une telle vision supposerait une forme d'abandon de la logique capitaliste qui place l'ensemble des institutions sous la nécessité de l'accumulation du capital. Or, la situation semble plus complexe.

En réalité, c'est l'épuisement de la croissance et l'incapacité du néolibéralisme à remplir sa promesse de répartir les gains de productivité qui obligent les États à redéfinir leur position dans le schéma d'accumulation. Le gâteau de la croissance ne grossit plus ou presque plus. Il faut donc, pour corriger cela, avoir recours à la puissance étatique afin de permettre la poursuite de l'accumulation dans un cadre plus restreint, national ou régional, au détriment des autres.

L'économie ne passe pas alors au « second plan », comme le prétend l'éditorialiste du *Financial Times*. Elle reste, au contraire, une motivation centrale de la volonté de puissance étatique. Mais sa domination change de forme. Elle ne prend plus celle de lois implacables qui étaient, de toute façon, des chimères, et qui s'imposaient aux États. Elle devient celle d'une accumulation arrachée à la pointe du fusil par la puissance étatique. Avec, souvent, [un aspect de détournements de fonds au profit d'une clique](#).

Puisque la concurrence « pure et parfaite » des néolibéraux n'a pas été atteinte et n'a pas été capable de produire du bien-être général, alors les États changent de logique et passent à une concurrence interétatique qui contourne les marchés. Cependant, l'objectif de cette évolution n'est pas une simple puissance géopolitique pure, mais bien davantage la sauvegarde d'un rythme suffisant d'accumulation pour les capitaux nationaux.

C'est une erreur classique, que fait par exemple [un Yánis Varoufákis dans son dernier ouvrage](#), et qui consiste à réduire le capitalisme ou, dans le langage du *Financial Times*, « l'économie », à des marchés concurrentiels. En réalité, l'accumulation capitaliste prend des formes très diverses et, parfois, évite et contourne les marchés. Les canonnières britanniques bombardant Canton pour imposer l'opium indien à la Chine en 1839 étaient bien un acte capitaliste, tout en étant un acte de guerre.

Aussi ne faut-il pas s'y tromper, la réalité géoéconomique est une réalité capitaliste. Son objectif est de rétablir, localement, les taux de profit. Et si, dans certains cas, comme celui des États-Unis, cette politique passe par un sacrifice de la croissance néolibérale, c'est parce que, pour une partie de la population, cette croissance est socialement trop coûteuse. Ce rejet de la croissance néolibérale ne suppose pas un abandon en soi de la croissance, bien au contraire, c'est la construction d'une croissance jugée de meilleure qualité parce que concentrée sur une région ou un pays.

C'est d'ailleurs un des éléments habituels du discours néolibéral qui est ici repris : il convient de souffrir temporairement pour construire une croissance plus solide. Le rejet du néolibéralisme classique est tel qu'une partie de la population peut accepter ce type de discours, comme cela a été le cas lors des politiques d'austérité des années 2010. D'ailleurs, [une étude récente de la Banque mondiale](#) affirme que « l'hégémonie peut être modelée d'une façon favorable macroéconomiquement ». Et si l'étude citée plus haut de Stanford considère que l'ordre géoéconomique est mauvais pour la croissance mondiale, il peut aussi être favorable à la croissance des *hegemon*. C'est précisément pour cela qu'il est construit.

À lire aussi

[Avec Trump, l'émergence d'un « capitalisme de malfrats »](#)

11 avril 2025

[Les impasses du fétichisme industriel de Donald Trump](#)

7 avril 2025

La géoéconomie est donc ce qu'il reste à un capitalisme ravagé par l'échec du néolibéralisme. C'est un moyen de maintenir l'accumulation sous le parapluie de l'État, tout en maintenant la pression sur le monde du travail. Car c'est un élément qui passe souvent au second plan des analyses géoéconomiques : la rupture avec le néolibéralisme est moins visible en ce qui concerne les relations entre capital et travail.

La déconstruction des États sociaux et des protections sociales se poursuit avec davantage encore d'intensité. Ici, l'État n'est nullement protecteur, il continue d'être le bras armé du capital avec un simple changement de discours : c'est moins la compétitivité que la sécurité ou la puissance du pays qui exige un tel sacrifice des travailleurs. À cela s'ajoute, comme on l'a vu, que la puissance étatique se déchaîne désormais contre toute dissension considérée comme une menace.

Enfin, reste un élément central : celui du rapport des États aux multinationales. Y aura-t-il une relocalisation des entreprises dans ce contexte géoéconomique ? Cela semble peu probable, car les marchés restent très largement globaux et la croissance doit souvent être recherchée hors des frontières.

Alors, aura-t-on affaire à des multinationales alliées à leurs États d'origine et jouant le même jeu de puissance qu'eux, comme on peut le voir avec la Big Tech états-unienne ? Là encore, le risque est de se retrouver pris au piège des enjeux stratégiques et de voir des marchés se fermer malgré tout. Reste une option : ces puissances du capital pourraient jouer leur propre partition de façon autonome. C'est d'autant moins à exclure que les politiques à la Trump sont loin d'assurer un succès économique à ces entreprises.

Déjà, on voit que la Maison-Blanche agit plus en zigzag que selon un schéma linéaire, compte tenu des problèmes économiques qui émergent. Reste que, dans ce cas, le concept de géoéconomie n'est plus pertinent car la concurrence politique entre entreprises et État dessine déjà un nouveau schéma. Les décisions des grands groupes seront un des éléments centraux du futur ordre mondial.

En bref, le concept de géoéconomie semble une voie intéressante à creuser pour réfléchir sur la fin du néolibéralisme. À condition de ne pas le caricaturer ni d'y voir une forme de dépassement politique du capitalisme ou un schéma complet. Pour l'instant, la réalité du monde est celle d'une transition où des éléments géoéconomiques viennent se greffer sur une persistance néolibérale. On est encore loin d'un nouvel équilibre. Et il n'est même pas sûr qu'un tel équilibre soit atteignable à court terme ou sous une forme envisageable aujourd'hui.

[Romaric Godin](#)